

RÉSOLUTION DU BUREAU NATIONAL

MARDI 3 MARS 2026



DÉCLARATION DU BUREAU NATIONAL DU 3 MARS 2026

Le Parti socialiste est la première force politique de gauche présente lors de ces élections municipales. Pour la première fois un nombre inédit d'alliances a été réalisé avec les Écologistes, le Parti communiste, l'Après, Debout et Place publique. Ces alliances sont les seules à même de répondre aux préoccupations quotidiennes de tous les Français•es et d'apporter l'alternance aux quatre coins du pays dans un moment essentiel.

En effet, plus que jamais l'extrême droite menace. Elle s'enracine dans nos territoires et se met en ordre de bataille pour gagner l'élection présidentielle de 2027. Nos victoires aux élections municipales montreront qu'il n'y a pas de fatalité à ce basculement et nos villes seront des remparts et des refuges pour tous ceux qui se sentent menacés par elle.

Hélas, le contexte politique s'est considérablement dégradé au cours des dernières semaines, éclipsant pour une large part les enjeux locaux du scrutin. Le débat démocratique a été progressivement enseveli par la violence verbale et physique.

Nos campagnes ont été percutées par la mort du militant d'extrême droite Quentin Deranque.

Nous disons à l'extrême droite et à une partie de la droite que nous ne sommes pas dupes. Elles se sont lancées dans une opération de dédiablement de leurs idées les plus dangereuses tandis que le Rassemblement national tente d'intégrer l'arc républicain par effraction.

Nous disons que l'absence de désolidarisation de la France insoumise avec La Jeune Garde dont certaines pratiques ont conduit à la mort d'un homme est inacceptable. Si l'extrême droite est la principale responsable des violences politiques dans notre pays, il nous faut être intraitables vis-à-vis de celles qui se déploient dans les rangs de l'ultra gauche.

Nos campagnes ont également été percutées par les propos de à Jean-Luc Mélenchon, leader de la France Insoumise qui en cherchant à conflictualiser chaque évènement, en multipliant les caricatures complotistes et propos antisémites intolérables, a profondément et volontairement divisé la gauche et contribué à l'affaiblir. Nous les condamnons sans réserve.

Il n'y a pas eu d'accord national entre le Parti socialiste et la France insoumise pour les élections municipales et il ne saurait y en avoir au second tour compte tenu de l'inquiétante dérive de la direction de ce mouvement.

Par la stratégie de conflictualisation permanente, le leader de la FI rêve d'un face à face avec l'extrême droite. Il n'a abouti qu'à fracturer les électeurs de gauche et à renforcer les passerelles entre droite et extrême droite. Nous appelons, localement, les militantes et les militants insoumis à se désolidariser clairement et pleinement de ces propos.

Nous appelons les citoyennes et les citoyens à apporter dès le premier tour leur suffrage aux listes de rassemblement de la gauche et de l'écologie pour les faire gagner.

Face à la droite et l'extrême droite nous serons au rendez-vous et nous rappelons toutes les forces politiques à leurs devoirs. Au second tour, si le risque de victoire du Rassemblement national existe, une règle s'impose : celle du désistement républicain.

Face à l'internationale réactionnaire, la résistance débute dès les 15 et 22 mars.